



## **FAUT-IL AVOIR PEUR DE SHINZO ABE**

**Jean-Marie Bouissou**

FNSP / CERI

Succédant au flamboyant Junichiro Koizumi, le nouveau premier ministre japonais Shinzo Abe marque un retour à un style de gouvernement plus traditionnel. Son nationalisme affirmé inquiète les voisins du Japon et les Etats-Unis. Mais la marge de manœuvre intérieure d'Abe est limitée.

Rarement nouveau premier ministre japonais aura été accueilli avec autant de méfiance que Shinzo Abe par les médias étrangers. « Petit-fils d'un criminel de guerre », « entouré de révisionnistes », « ultra-nationaliste », il aurait juré d'enterrer la Constitution pacifiste pour « réarmer le Japon » (qui en réalité l'est déjà depuis longtemps...)



**SCIENCES PO**



Abe n'a jamais dissimulé ses convictions. Il veut redonner au Japon un rang international à la mesure de son poids économique ; cela passe par la reconnaissance de son droit à « l'autodéfense collective », qui lui permettrait de participer dans un rôle combattant aux opérations de « maintien de l'ordre international », comme toute puissance, même moyenne, qui se respecte. Il ne s'agirait plus de défendre le Japon aux côtés des seuls Américains, mais bien "la communauté des nations" tout entière. Abe entend aussi ne rien céder sur mer, où le Japon se heurte à la Chine et à la Corée à propos des zones économiques exclusives et de divers îlots. Enfin, il a juré d'en finir avec la « culpabilité masochiste » héritée de la guerre, entretenue selon lui par le système éducatif, qui minerait l'énergie nationale.

Abe va-t-il pour autant dégrader encore les relations avec la Chine et la Corée, qui n'ont cessé de se tendre depuis l'arrivée de Koizumi au pouvoir en 2001, notamment à cause de ses visites au sanctuaire Yasukuni où sont honorées les mânes de 14 criminels de guerre en même temps que celles de 2,5 millions de soldats tombés au service de l'empereur. ? Rien n'est moins sûr.

Si Abe est la créature de Koizumi, il s'en distingue sur des points essentiels. Son mentor, petit-fils d'un « boss » des dockers de Yokohama, était un marginal au sein du parti libéral-démocrate (PLD), qui dirige le pays depuis 1955. Il l'a conquis à la hussarde en profitant de la crise. Abe est l'héritier du plus puissant lignage politique nippon. Son grand-père et son grand-oncle ont été premiers ministres, et son père l'eût été aussi sans un décès prématuré. Il est donc a priori plus proche du mode de gouvernance traditionnel, fondé sur la négociation et le compromis. Il est aussi plus fragile que Koizumi. Il n'a la flamboyance qui a rendu son mentor assez populaire pour s'imposer au PLD. Sa popularité combine le prestige inné d'un « prince héritier » et celui du fils choisi par le héros réformateur. Ce mariage de la tradition avec le changement rassure l'opinion. Mais qu'Abe cesse de rassurer, et sa popularité, qui constitue sa principale ressource politique, pourrait s'évanouir.

Dans ces conditions, Abe ne pourra pas passer outre à trois contraintes. La première est la division de la nation. Si le nationalisme a le vent en poupe, le monde des affaires déplore les tensions politiques avec la Chine et la Corée du Sud, les deux partenaires économiques essentiels de l'Archipel. La question du Yasukuni divise l'opinion, sans qu'aucun sondage fiable et constant ne permette vraiment de mesurer le rapport de forces. Pour la même raison, les frictions qui opposent l'Archipel à ses voisins sont plus difficiles à gérer politiquement au Japon qu'en Chine et en Corée, où l'opinion fait bloc pour le plus grand profit des dirigeants. Abe est aussi attendu par de redoutables problèmes intérieurs – déficits publics abyssaux, société vieillissante, inégalités engendrées par la longue crise économique... Y ajouter un surcroît de tensions à l'extérieur serait peut-être de trop.

La deuxième est la réforme de la Constitution, à commencer par la reconnaissance du droit à « l'autodéfense collective », dont Abe veut faire le couronnement de sa carrière. Aux yeux de nombreux japonais comme aux siens, la page de la défaite ne sera vraiment tournée que quand ce texte, imposé par les Américains, aura été amendé. Mais il y faudra une majorité des deux tiers à la Diète, puis un référendum, ce qui exige un large consensus. Abe peinera à l'obtenir sur fond de tensions divisant la nation.

Enfin, Washington, partenaire essentiel de Tokyo sur la scène internationale, ne voit pas d'un très bon œil les tensions sino-japonaises et sino-coréennes. Les Etats-Unis ne veulent surtout pas provoquer la Chine, qui a le bon goût de ne pas leur compliquer la vie au Moyen-Orient et sans laquelle rien ne peut se faire en Corée du Nord. Surtout, Washington rêve d'un Japon qui serait, à l'instar de la Grande Bretagne, non seulement aligné sur les positions américaines, mais aussi capable d'entraîner certains pays de la région. Or Tokyo ne dispose pas de la légitimité nécessaire, en raison notamment de l'affaire symbolique du sanctuaire Yasukuni, qui symbolise pour toute l'Asie le refus du Japon de faire repentance et de rompre avec ses vieux démons. Pour Henri IV, « Paris valait bien une messe ». On saura sans doute bientôt si, pour Shinzo Abe, « l'Asie vaut bien le Yasukuni ».